



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°294 du mercredi 8 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Vos offres d'emploi à la page 13.

Le criquet pèlerin : Une menace pour l'environnement

Page 4



**Rencontre Gouverne-
ment Syndicats : les
travailleurs partiellement
satisfaits** Page 2



**Métiers de la publicité
au Burkina Faso : les
acteurs s'accordent sur
un texte consensuel**

Page 10

L'objet de cette commission c'est d'asseoir durablement une lutte préventive contre le criquet pèlerin dans cet espace de la région occidentale a affirmé le secrétaire exécutif de la CLCPRO, Hammouny Mohamede Lemine.



Rencontre Gouvernement Syndicats : les travailleurs partiellement satisfaits

Région du Centre



La rencontre annuelle Gouvernement et Organisations syndicales des travailleurs.

Débuté le 24 janvier 2017, la rencontre annuelle Gouvernement et Organisations syndicales des travailleurs a pris fin le mercredi 1^{er} février 2017 à Ouagadougou. L'examen de l'état de mise en œuvre des engagements de 2015 ainsi que les réponses du gouvernement à la plateforme revendicative du 1^{er} mai 2016 ont été les principaux points inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre.

A l'issue des conclusions de la

rencontre, le premier ministre Paul KABA THIEBA a félicité les participants pour leur disponibilité ainsi l'ouverture d'esprit car dit-il cette rencontre a abouti à des conclusions pertinentes. Le Premier ministre a rassuré les responsables des organisations syndicales de travailleurs que son gouvernement mettra tout en œuvre pour respecter les engagements pris à cette rencontre annuelle. Paul KABA THIEBA a invité les syndicats à toujours utiliser la voie du dialogue, de la négociation et de la concertation pour trouver des solutions

appropriées aux différents problèmes dans l'intérêt de tous.

Le président de mois des centrales syndicales Paul N. KABORE a au nom de ses pairs salué la tenue de la rencontre Gouvernement/Syndicat. Il a cependant estimé que les négociations ont abouti à des réponses partiellement satisfaisantes pour les travailleurs en particulier et les populations en général. Paul N. KABORE a rassuré le Premier ministre Paul KABA THIEBA de l'attachement de l'Unité d'Action Syndicale(UAS) au dialogue social, mais un

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.

dialogue social sincère, constructif et fructueux. « Les échéances exprimées par l'UAS sur la question de la loi 081 relative entre autres aux encadreurs pédagogiques n'ayant pas été retenue, le mouvement syndical ne sera pas tenu pour responsable d'éventuels mouvements sociaux à ce sujet » à laisser entendre Paul N. KABORE

Plusieurs engagements ont été pris par le Gouvernement

Dès l'entame de la rencontre, les organisations syndicales de travailleurs ont posé comme préalable à la poursuite des négociations que le gouvernement donne une réponse satisfaisante à la question relative à l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) prélevé sur les primes et indemnités servies aux travailleurs du privé et des établissements publics et parapublics de l'Etat. Sur ce sujet, le Gouvernement s'est engagé à maintenir le statu quo en ce qui concerne les fonctionnaires et à convoquer d'ici la fin février 2017 une session extraordinaire Gouvernement/Syndicats pour examiner les conclusions du comité bipartite créé à cet effet.

Concernant la mise en œuvre des engagements de l'année 2015, les organisations syndicales disent prendre acte des efforts faits par le Gouvernement. Sur les engagements non tenus ou en cours, les deux parties se sont encore engagées. S'agissant de la loi n°081-2015 du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction publique d'Etat, le Gouvernement s'engage à convoquer le comité de relecture de la loi n° 013/98 du 28 avril



Paul N. KABORE a rassuré le Premier ministre Paul KABA THIEBA de l'attachement de l'Unité d'Action Syndicale(UAS) au dialogue social.

1998 en vue d'examiner les récriminations faites vis-à-vis du mécanisme de reversement et du classement indiciaire applicable aux emplois des fonctionnaires d'Etat au plus tard la fin du premier semestre 2017.

Sur la diminution, la réglementation et le contrôle des loyers, le gouvernement a pris l'engagement à poursuivre l'élaboration et l'adoption des arrêtés relatifs au bail d'habitation privé, au bail commercial et au bail locatif en vue de contribuer à réglementer et contrôler les loyers. Sur la question relative à

une révision de la structure des prix des hydrocarbures en vue d'une diminution significative et durable des prix de ces produits, le Gouvernement de Paul KABA THIEBA s'est engagé à réunir un comité pour actualiser les conclusions de l'atelier de 2009 et les transmettre au Gouvernement pour décision au plus tard le 30 avril 2017.

M'pempé Bernard HIEN pour SC Info



Le criquet pèlerin : Une menace pour l'environnement

Région du Centre

Les dix pays membres du programme Emergency prevention system for transboundary animal and plant pests and diseases en région occidentale (EMPRES-RO) ont débuté le lundi 30 janvier 2017 à Ouagadougou la 15^e réunion des chargés de liaison dudit programme.

La commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO) a entamé le lundi 30 janvier 2017 dans la capitale burkinabè la 15^e réunion des chargés de liaison du programme Emergency prevention system for transboundary animal and plant pests and diseases (EMPRES).

Faire un bilan des activités de 2016 dans les différents pays membres de la CLCPRO et élaborer le programme d'activités de 2017 tel est l'objet de cette rencontre. Réunissant cinq pays du Sahel et cinq pays de l'Afrique du nord-ouest concernés directement par le problème de criquet pèlerin cette rencontre a pour but de trouver les voies et moyens contre l'invasion acridienne a indiqué le secrétaire exécutif de la CLCPRO, Hammouny Mohamed Lemine. Pour lui, le programme de cette année vise à asseoir tous les axes stratégiques du comité de travail à savoir la surveillance, les plans de gestions, les suivis et évaluation, toutes les composantes efficaces soucieuses de l'environnement. Il a signifié : « Au cours de cette rencontre, tous les pays vont présenter leur plan



L'objet de cette commission c'est d'asseoir durablement une lutte préventive contre le criquet pèlerin dans cet espace de la région occidentale a affirmé le secrétaire exécutif de la CLCPRO, Hammouny Mohamed Lemine.

d'action pour 2017 et nous allons discuter de la pertinence des plans et voir comment seront-ils financés en partie par les pays et par la commission et les bailleurs de fonds et dégager des activités régionales qui sont aussi financées par la commission et la gestion sera coordonnée conjointement entre les pays de la coordination ».

Le ministre de l'Agriculture et de l'aménagement hydraulique, Jacob Ouédraogo a souligné que Le problème des criquets a toujours été de grande envergure dans nos pays parce que ça joue sur l'insécurité alimentaire et sur la nutrition ce qui est un combat de tous les jours pour nos pays. Le représentant de la FAO au

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

Burkina, Aristide Ongone Obaméle a précisé que la lutte contre les invasions acridiennes avait un coût élevé pour la communauté internationale. La crise acridienne de 2003-2005 avait coûté plus de 570 millions de dollars aux pays de la région et à la communauté internationale a-t-il relevé.

De l'avis du ministre du MAAH, là où il y a insécurité alimentaire, le problème d'insécurité sociale se pose, l'action du criquet pèlerin joue sur les problèmes environnementaux. Il a confié : « La rencontre de ce jour fera en sorte que désormais on puisse anticiper la lutte contre le criquet pèlerin, son action sur le terrain et faire en sorte que les progrès réalisés dans cette lutte soient consolidés afin que le criquet pèlerin ne nous empêche plus de dormir ».

Depuis la création de la CLCPRO, a cherché à maîtriser ce fléau, à éviter les invasions acridiennes selon le secrétaire exécutif de ladite commission. L'objet de



Le ministre du MAAH, Jacob Ouédraogo a indiqué : « le criquet pèlerin constitue une grave menace pour les productions agro-sylvo-pastorales au sein de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud-ouest ».



L'assistance.

cette commission c'est d'asseoir durablement une lutte préventive contre le criquet pèlerin dans cet espace de la région occidentale et éviter les invasions acridiennes et

contribuer à la sécurité alimentaire des paysans. Le secrétaire exécutif de la CLCPRO a félicité le gouvernement burkinabè dans la lutte préventive contre les

invasions acridienne au Burkina et aussi au niveau régional.

Dores pour SCI



Brèves

G5 Sahel : le G5 envisage une force commune pour lutter contre le terrorisme

Le sommet du G5 - Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie s'est terminé, ce lundi 6 février au soir à Bamako. La principale décision de la rencontre est la mise sur pied effective d'une force du G5 pour lutter contre le terrorisme. Il sera question tout d'abord, de sécuriser les frontières entre les pays vis-à-vis de la drogue et du terrorisme. Le président en exercice de l'Union africaine, le Président guinéen Alpha Condé, était également présent à ce rendez-vous. Pour lui, la mise sur pied de cette force va permettre aux pays sahéliens de régler eux-mêmes leurs problèmes en matière de sécurité.

Accord agricole : le Maroc menace l'Union européenne

Le Maroc a adressé une sévère mise en garde à l'Union européenne ce lundi 6 février. Rabat appelle Bruxelles à mettre « pleinement » en œuvre l'accord agricole entre les deux parties et agite la possibilité de chercher de nouveaux partenaires.

Il faut rappeler que cette menace marocaine intervient un mois et demi après sa victoire sur le tapis vert, à la suite d'un revers judiciaire.

Côte d'Ivoire : des tirs entendus à Adiaké

Adiaké, commune située à une centaine de kilomètres d'Abidjan vers la frontière ghanéenne est une ville porte. En effet, des militaires circulants dans des véhicules des forces spéciales auraient semé la panique dans la ville ce matin par des tirs en l'air. Les commerces sont fermés et les rues désertes. Il n'y a aucune explication concernant la raison de ce qui semble être une fois de plus une mutinerie. Jusque-là, le ministère de la Défense n'a toujours pas communiqué.

Rédaction SCi

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

→ Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;

→ Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Échanges directs entre défenseurs des droits humains, professionnels des médias et forces de sécurité à Ouahigouya

Région du Nord



Le MATDSI.

Le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure (MATDSI), avec l'appui financier du Royaume de Danemark a organisé le vendredi 03 Février 2017 une rencontre d'échanges

entre les défenseurs des droits humains, les professionnels des médias et les forces de sécurité à Ouahigouya dans la région du Nord.

Cette rencontre qui a regroupé une cinquantaine de participants de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, des

journalistes, des Magistrats..., a eu pour objectif de permettre à ces acteurs indissociables de la protection et la promotion des droits humains, d'être sur la même longueur d'ondes, de briser les barrières qui subsistent entre eux, et installer un climat de collaboration plus sain. Les discussions ont porté entre

La suite à la page 9.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

autres sur le droit d'accès à l'information, le droit à la présomption d'innocence, le droit à la vie et la préservation de l'intégrité physique.

A l'issue des échanges, les participants ont salué la tenue d'une telle rencontre. Ils ont aussi fait des recommandations à savoir l'organisation d'ateliers de formation au profit des acteurs de défense et de promotion des droits humains, privilégier la communication entre eux, la spécialisation des journalistes en la matière, etc.

Pour le Gouverneur de la région du Nord Hassane SAVADOGO, cette rencontre a permis d'aplanir les incompréhensions des différents acteurs à travers indiqué des échanges francs, directs et courtois. Des échanges sur les missions et préoccupations de chaque acteur, qui selon le Gouverneur, naitront de nouveaux liens de partenariat et de collaboration.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDS



Pour le Gouverneur de la région du Nord Hassane SAVADOGO, cette rencontre a permis d'aplanir les incompréhensions des différents acteurs à travers indiqué des échanges francs, directs et courtois.

**publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info**



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Métiers de la publicité au Burkina Faso : les acteurs s'accordent sur un texte consensuel

Région du Centre



Les acteurs ont échangé sur le projet de décret relatif aux conditions et règles applicables aux professions publicitaires au Burkina Faso.

Le ministre de la communication et des relations avec le Parlement, Porteparole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a rencontré ce vendredi 3 février 2017 à Ouagadougou, les patrons d'entreprises de presse et les professionnels du secteur de la publicité.

Les acteurs ont échangé sur le projet de décret relatif aux conditions et règles applicables aux professions publicitaires

au Burkina Faso. L'élaboration de ce décret est l'aboutissement de concertations entre le ministère en charge de la communication et l'association de Publicitaires Associés, qui ont convenu d'offrir aux professionnels de la publicité, un cadre réglementaire pour l'exercice des métiers publicitaires. La concertation voulue par le Ministre en charge de la communication a permis de prendre les préoccupations des responsables des organes de presse en compte.

La rencontre a donc permis de

transcender les incompréhensions nées de certaines dispositions du projet de décret et de disposer d'un document consensuel qui sera bénéfique pour tous.

En 2015, à la suite de larges concertations entre l'Etat, le Conseil supérieur de la communication et les professionnels des médias et de la publicité, le Conseil National de la Transition a adopté, quatre (4) lois, dont la loi n°080-2015/CNT portant réglementation de la publicité au Burkina Faso.

C'est dans ce sens que le département en charge de la Communication a élaboré un

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.



Le ministre de la communication a promis d'introduire le projet de décret en Conseil des ministres, très prochainement.

projet de décret portant définition des conditions et règles applicables à l'exercice des professions publicitaires au Burkina Faso en vue d'encadrer et de faciliter la pratique des métiers de la publicité au Burkina Faso. Après la séance de restitution qui s'est tenue au cours du mois de novembre 2016, la présente a permis d'obtenir un

projet de décret qui fait l'unanimité au sein des acteurs présents.

Le ministre en charge de la Communication, après avoir traduit sa satisfaction au regard des résultats positifs obtenus, a salué les participants pour les

efforts et les contributions qui ont permis de disposer d'un texte consensuel. Il a promis d'introduire le projet de décret en Conseil des ministres, très prochainement.

DCPM/MCRP



Photo de famille.



ANNONCE

Musée de la Musique

Georges OUEDRAOGO



Situation géographique :

Avenue Capitaine Thomas SANKARA, face à l'entrée principale du Lycée Philippe Zinda KABORE

Heure d'ouverture :

Le Musée de la Musique est ouvert aux visiteurs du **Mardi** au **Samedi** de **09h** à **15h30mn.**

Elèves : 100 FCFA

Etudiants : 250 FCFA

Adultes : 500 FCFA

Nationaux

Autres nationalités : 1 000 FCFA

La vitrine de la Musique traditionnelle !

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS
ET DU TOURISME
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

muse.musique@yahoo.fr

La Régie : (+226)76859213

Le Conservateur : (+226)78096899



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Un Directeur Régional des Opérations (H/F) – zone Afrique de l'ouest & australe – Paris, France

Description

Objectif général du poste:

Membre de l'encadrement d'ACF, le/la Directeur Régionale des Opérations participe à l'élaboration et au développement des orientations stratégiques d'ACF et à leur déclinaison sur le terrain, en lien avec les Directeurs Pays et les équipes du siège qu'il/elle encadre. A ce titre, il/elle porte le mandat d'ACF et le décline sur le terrain.

Sous la hiérarchie du Directeur des Opérations et en cohérence avec les documents cadres d'ACF, le DRO est chargé pour la Région qu'il manage:

- De l'analyse et du suivi de la situation humanitaire, et des propositions de positionnement et d'intervention qui en découlent
- Du cadrage, de la validation et du suivi du déploiement des stratégies d'intervention
- Du management des Directeurs Pays et de l'Adjoint au DRO
- De la cohésion et de l'esprit d'équipe des collaborateurs sur le terrain et au siège
- Du cadrage, de la validation et du suivi de la programmation financière
- Du contrôle de la sécurité des hommes et des biens de l'organisation
- Du pilotage de la qualité des opérations, de la mise en place

des outils de contrôle des activités, et de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue d'évaluations et d'audits

- De la prospection des bailleurs institutionnels et privés, et de la négociation des contrats afin d'assurer le financement des stratégies d'intervention

- De la mise en œuvre des stratégies de plaidoyer

- De la représentation d'ACF auprès des représentants institutionnels, des bailleurs de fonds, des médias

Principales responsabilités:

Management de son équipe : manager son équipe en poursuivant de façon concomitante un objectif de performance et un objectif de développement des capacités des collaborateurs (autonomie, prise d'initiative, valorisation des progrès...) dans une posture de manager-coach.

- Manager les Directeurs Pays, participer à leur recrutement, assurer le suivi régulier de leur plan d'actions, mener les entretiens annuels, les entretiens de fin de mission, et des points individuels réguliers, leur transmettre des documents de cadrage cohérents, adaptés aux particularités des missions, et destinés à les aider à mener à bien leur mission.

- Manager l'adjoint au DRO, participer à son recrutement, assurer le suivi régulier de son plan d'actions individuel, mener ses entretiens annuels (EAA, EAP, spécifiques), ainsi que des points individuels réguliers.

- Participer au recrutement, à l'affectation et à la formation des Coordinateurs Terrain.

- Elaborer le plan d'action du pool desk, faire une estimation des ressources financières, humaines ou matérielles associées, et piloter sa mise en œuvre.

- Gérer le budget de son pool desk.

- Anticiper et réguler (en lien avec les Directeurs Pays et l'adjoint au DRO) le support, le monitoring et le contrôle des missions effectués par les membres du pool desk, à distance ou lors de visites de terrain.

- S'assurer de la bonne application des règles de gestion du personnel et le cas échéant enclencher les mesures disciplinaires qui s'imposent conformément aux procédures d'ACF.

- Garantir l'application de la politique d'ACF en matière de lutte contre les abus de pouvoirs et sa diffusion sur ses missions.

Analyse et proposition sur l'action humanitaire des missions : détecter et analyser les signaux clés sur son périmètre afin de formaliser les évolutions court et moyen terme de l'environnement opérationnel d'ACF et engager les Directeurs Pays dans une réflexion prospective continue qui permette de prendre du recul, donner ou redonner du sens et anticiper les stratégies et les innovations de demain.

- Assurer le suivi et l'analyse du contexte humanitaire dans sa zone géographique et se coordonner avec ses homologues DRO et desks ACFIN, les correspondants des autres

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

organisations humanitaires et autres acteurs de référence pour définir des positionnements et stratégies opérationnelles nationales ou régionales ainsi que des actions de plaidoyer.

- Analyser le suivi contextuel, politique et sécuritaire, en lien avec les Directeurs Pays et avec ses homologues.

- Valider les missions exploratoires, les ouvertures et fermetures de programmes et les ouvertures et fermetures de bases. Suggérer la conduite de missions exploratoires dans de nouveaux pays.

Pilotage stratégique des missions : contribuer à l'élaboration / à la mise à jour des orientations stratégiques d'ACF au global et de ses champs d'interventions (types de besoins à prendre en charge, expertises, temporalité...) et, sur son périmètre, piloter la réflexion stratégique et valider les stratégies pays issues de cette réflexion.

- Piloter la réflexion stratégique en assurant le cadrage, la validation et le suivi des stratégies pays proposées par les Directeurs Pays

- Garantir le respect du mandat et du cadre stratégique d'ACF et des documents additionnels prodigués par l'organisation.

- Rendre des comptes au Directeur des Opérations de l'avancement de la mise en œuvre des stratégies pays et de la conduite des opérations sur ses missions, l'alerter en cas de difficultés, et lui proposer des actions correctives ou de support

nécessitant éventuellement des ressources exceptionnelles.

- Valider les plans de financement, exercer un droit de veto sur le choix des bailleurs de fonds identifiés sur ses missions.

Pilotage de la redevabilité et pilotage économique des missions : piloter la redevabilité des missions relatives à l'ensemble des facteurs impactant la performance (court et long-terme) des programmes en jouant un rôle efficient d'interface entre siège et missions. Assurer la facilitation de la prise en compte des demandes & exigences des Départements fonctionnels vis-à-vis des missions et réciproquement.

- S'assurer que les indicateurs de suivi et de performances de ses missions lui sont transmis, les analyser et en assurer une consolidation si nécessaire.

- Contrôler la mise en œuvre des actions correctives et recommandations formulées par les auditeurs et évaluateurs internes, externes.

- Apprécier les risques financiers et valider les engagements de fonds sur les contrats en attente signature, apprécier les risques et valider les engagements de co-financements dans la limite des seuils autorisés.

- Garantir la bonne affectation et la bonne gestion des fonds institutionnels et des fonds propres qui lui sont alloués pour la mise en œuvre des opérations, la prise de risques sur les cofinancements qui lui sont accordés, et le pilotage de

son budget de fonctionnement.

- Soumettre le cas échéant des demandes d'allocation de fonds propres à la Commission présidée par le Directeur des Opérations pour le financement de projets qu'il estime prioritaires et assurer un contrôle sur leur utilisation.

- Participer à la commission d'allocation des fonds propres, donner un avis sur les choix stratégiques de l'utilisation des fonds disponibles.

- Etre redevable du bon déroulement des opérations de son périmètre géographique auprès du Comité de Direction, du Conseil d'Administration, des partenaires opérationnels, des bailleurs de fonds, et sur demande de la Direction.

Collaboration opérationnelle avec les Directeurs Pays : apporter un support opérationnel aux DP sur des thématiques qui relèvent de leurs responsabilités propres mais qu'ils ne peuvent instruire de façon satisfaisante dans leur périmètre-pays dans une logique de subsidiarité (la strate DRO traite les problèmes que la strate DP ne peut pas traiter à son niveau).

- Garantir la mise en place des règles de gestion de la sécurité et leur adaptation au changement de contexte, la validation des plans de sécurité et leur actualisation, et, piloter la cellule de crise de gestion d'incident de sécurité en cas de délégation du Directeur des Opérations.

- Réguler l'imprévisibilité des opérations en s'appuyant sur l'expertise de ses collaborateurs

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

dans le pool, sur les indicateurs financiers de la Direction des Opérations (Desk Support) et de la Direction Générale (Audit interne) et en faisant preuve d'une grande autonomie décisionnelle sur les orientations opérationnelles au sein de son secteur.

- Mobiliser les membres de son pool pour un support temporaire renforcé d'une mission fragile ou déstructurée, et demander au Directeur des Opérations des moyens additionnels ad-hoc si nécessaire.

- Piloter la gestion des crises humanitaires en collaboration avec le pool d'urgence et ses Directeurs Pays.

Développement des liens & partenariats opérationnels : créer du lien avec tous les acteurs internes (Direction d'ACF / Réseau) et externes (en particulier les bailleurs mais également les partenaires, pouvoirs publics, autres ONG, etc...) susceptibles d'être mobilisés pour servir au mieux les besoins de leur périmètre.

- Représenter ACF auprès des bailleurs de fonds institutionnels ou privés pour présenter les projets de son périmètre géographique ou de l'organisation en général.

- Initier et/ou participer à la prospection de nouveaux bailleurs de fonds institutionnels, à la présentation de la stratégie opérationnelle d'ACF auprès de ces bailleurs, à la soumission de projets en vue de les faire financer

- Créer des liens ou des alliances opérationnelles avec..

pour le profil recherché : De formation supérieure type Bac+5, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, dont 3 ans dans le domaine de l'action humanitaire incluant au moins 2 ans en tant que Directeur d'une mission humanitaire. Une connaissance des modes de financements institutionnels par les bailleurs de fond incluant une expérience d'écriture de projets. Doté de capacités d'analyse, de négociation et de management, vous êtes reconnu pour votre capacité à travailler sous pression et à prendre des décisions rapidement.

Enfin, vous avez une connaissance approfondie des contextes socio politiques et humanitaire des régions de l'Afrique de l'ouest et australe ainsi qu'une expérience de travail en partenariat avec des organisations de la société civile.

Correspondiez-vous au profil que nous recherchons ?

De formation supérieure type Bac+5, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, dont 3 ans dans le domaine de l'action humanitaire incluant au moins 2 ans en tant que Directeur d'une mission humanitaire. Une connaissance des modes de financements institutionnels par les bailleurs de fond incluant une expérience d'écriture de projets. Doté de capacités d'analyse, de négociation et de management, vous êtes reconnu

pour votre capacité à travailler sous pression et à prendre des décisions rapidement.

Enfin, vous avez une connaissance approfondie des contextes socio politiques et humanitaire des régions de l'Afrique de l'ouest et australe ainsi qu'une expérience de travail en partenariat avec des organisations de la société civile.

Contexte de travail: déplacements fréquents sur la région, pays de la région et autres.

Statut : CDI – Cadre autonome.

Conditions Salariales : de 53.1 à 58.2 K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours RTT par an, titres restaurant à 8 € (prise en charge 60% AcF), complémentaire santé obligatoire (prise en charge 80% AcF), remboursement 50 % transport en commun.

Prise de poste : 15 mars 2017.

Ville Paris

Fonctions Encadrement, Direction

Activités Autre

Pays Europe, France

Contrat CDI

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2491/Un-Directeur-Rgional-des-Oprations-HF-zone-Afrique-de-louest-australe/>

Date de validité de **fin** de **25/02/2017**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: consultant en évaluation (M / F) pour les activités de MdM à Gaza

Description

Depuis plus de 30 ans, Médecins du Monde, une organisation médicale campagne engagée à la solidarité internationale, a pris soin des populations les plus vulnérables à la maison et à l'étranger. Il a continué à mettre en évidence les obstacles qui existent dans l'accès aux soins de santé et a obtenu des améliorations durables dans les politiques de la santé pour tous. Ceux qui travaillent pour cette organisation indépendante ne dispensent pas uniquement les soins et le traitement, mais condamnent les violations de la dignité humaine et des droits et de lutter pour améliorer les choses pour les populations vivant dans des situations précaires. MdM travaille actuellement dans 44 pays sur tous les continents où il se concentre sur 4 domaines prioritaires: prendre soin de la santé des migrants et des personnes déplacées, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, la réduction des méfaits associés à l'usage de drogues, les situations d'urgence et de crise.

Médecins du Monde est à la recherche d'un consultant en évaluation pour mener à bien l'évaluation finale de la composante du CFTA MHPSS (Santé mentale et soutien psychosocial) mis en œuvre par MdM France dans la bande de Gaza depuis le 1er Avril 2015, en termes d'efficacité, l'efficacité, la durabilité et connectivité.

BREF APERÇU DU PROJET ENTIER

MDM-F projet a été conçu avec l'objectif général de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes de la population dont la santé est à risque exposés à des risques de santé artificiels et naturels. Cette réduction de la vulnérabilité sera atteinte par la prévention et l'atténuation des risques de la vie des groupes vulnérables en facilitant leur accès aux interventions d'urgence et les services de santé et psychosociaux mentaux ainsi que, en leur permettant de faire face aux risques sanitaires actuels et nouveaux dans la bande de Gaza. L'intervention a été conçue afin d'augmenter la capacité de gestion des urgences et d'intervention dans le personnel d'urgence SSP, EMS et l'hôpital en assurant la mise en œuvre des procédures opérationnelles d'urgence technique entre les zones ciblées. Elle comprenait le renforcement des capacités à travers des formations (théorique, pratique et en service visites / suivi) pour le personnel CSSP ER et des formations de rafraîchissement supplémentaires pour CSSP salles d'urgence du personnel formé au cours des dernières années par MdM-F pour diminuer l'impact négatif du manque des ressources humaines et changement connexe, le chiffre d'affaires et les questions d'allocation.

Considérant les communautés que les premiers intervenants en termes de situations d'urgence soit en crise ou en situation d'urgence quotidiennes, renforcer leurs compétences d'urgence pour sauver des

vies et d'atténuer le risque de complications de santé en raison de premiers méfaits de l'aide sont cruciales. Identifié cas pour le soutien humanitaire plus globale du fait de l'absence d'aide humanitaire directe aux victimes de conflits ou de dangers connexes naturels mis en évidence par les prestataires de santé et/ou les organisations des droits de l'homme par une assistance adéquate sur un court qu'à long terme. Une surveillance continue a mis au point pour évaluer l'impact des cas individuels sur leur vie en ce qui concerne leur intégrité physique, leur santé et leurs moyens de subsistance. Cas par cas suivi par des visites à domicile par des travailleurs sociaux. Collection de documentation et de témoignages. En outre, soutenir les communautés les plus vulnérables à Khan Yunis gouvernorat en augmentant les capacités des partenaires locaux (CFTA) pour répondre à la santé mentale et les besoins psychosociaux dans les zones ciblées. Support 3 CFTA centres sur 5, en augmentant le nombre de personnel pour assurer la disponibilité technique d'au moins un psychologue et un travailleur social dans chaque centre et la mise à disposition de tous les outils nécessaires pour mettre en œuvre les activités psychosociales dans les centres. En outre, des séances de formation sur la fourniture au personnel des trois centres. La supervision technique et émotionnel fourni par un consultant externe afin d'assurer la protection et la confidentialité du personnel.

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Pour plus d'informations sur le rôle, s'il vous plaît se référer à la ci-joint pour les termes de référence.

Ville Palestine / Gaza / Khan Younis Gouvernorat

Expériences / Formation du candidat

Compétences requises pour diriger le processus d'évaluation

1 consultant: psychologue / psychiatre ayant une expérience dans le Moyen-Orient.

Au moins 2 ans d'expérience de terrain approfondie MHPSS clinique

L'expérience et l'expertise dans l'évaluation de projets SMSPS au Moyen-Orient

Connaissance et expérience dans l'utilisation quantitative et des méthodes qualitatives

Expérience de travail dans les différentes cultures et contextes

Expérience dans le travail humanitaire et les situations d'urgence

Aptitude à synthétiser des informations complexes de manière systématique

Excellente anglais écrit et oral / l'arabe est un atout

Excellente communication et le groupe des compétences en animation

Fonctions Technicien spécialiste

Activités Santé, Social

Pays Moyen Orient, Territoires palestiniens

Contrat CDD, Inconnu

Documents à envoyer

Consultants invités à postuler doit fournir

CV avec références

Et un pack complet

d'applications de max. 10 pages maximum, y compris:

Compréhension des termes de référence

Approche technique développée et méthodologie détaillée

Budget - selon la structure ci-dessous

Date limite pour la soumission des demandes sera le 15/02/2017. temps Palestine 16h00, Paris 17h00.

L'application peut être transmis en utilisant l'adresse e-mail suivante: hr.mdmfgaza@gmail.com

La sélection se fera 29/02/2017.

Email de la personne contact hr.mdmfgaza@gmail.com

Date de fin de validité 16/02/2017



Avis de recrutement

Poste: Stagiaire en appui à la démarche qualité et au renforcement de l'implication des usagers (H/F) France – Paris

Description

Médecins du Monde, association médicale militante de solidarité internationale, s'engage depuis plus de 30 ans à soigner les populations les plus vulnérables ici et là-bas, à témoigner des entraves constatées quant à l'accès aux soins, à obtenir des améliorations durables des

politiques de santé pour tous. Association indépendante nous agissons au-delà du soin en dénonçant les atteintes à la dignité et aux droits humains et en nous battant pour améliorer la situation des populations précaires. En France, les actions de Médecins du Monde ont pour but de faciliter l'accès au système de santé pour les plus précaires (SDF, migrants, usagers de drogue, personnes se prostituant, etc.). A l'international, MdM

travaille dans 44 pays sur tous les continents et sur 4 thématiques prioritaires (soins aux migrants et aux déplacés, promotion de la santé sexuelle et reproductive, réduction des risques liés à l'usage de drogue, urgences et crises).

MdM s'est dotée d'un plan stratégique jusqu'en 2020 dans lequel l'association a fait de la qualité des projets et de l'implication des usagers des composantes incontournables

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

de ses interventions. Plus particulièrement, sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), un des axes prioritaires de Mdm est la réponse aux besoins en SSR dans les contextes de crise et notamment la réponse aux violences liées au genre (VLG). Dans ce cadre, nous recherchons un stagiaire afin de contribuer à la documentation des « bonnes pratiques » sur ces sujets

DESCRIPTION DU STAGE :

Au sein du service d'appui, d'analyse et de plaidoyer (20 personnes) et en lien direct avec la référente sur les Déterminants Socio Culturels (DSC) et la référente Santé Sexuelle et Reproductive (SSR), vous avez pour mission de participer au renforcement de la démarche qualité et de l'implication des usagers sur les projets, en particulier ceux en situation de crise intégrant une réponse SSR.

Plus particulièrement, vous serez amené à :

Réaliser une revue des pratiques en matière de :

- Réponse aux VLG en situation de crise ;
- Renforcement des capacités d'agir dans les projets SSR.

Identifier les pratiques qu'il serait pertinent de documenter pour :

- Favoriser l'intégration d'une réponse aux VLG qui respecte les principes clés définis ;
- Améliorer la qualité perçue des projets SSR ;
- Renforcer les capacités d'agir sur les projets SSR.

Participer à l'organisation d'un atelier d'échange de pratiques entre les projets intégrant la réponse aux VLG en situation de crise ; la question de la qualité et du renforcement des capacités.

Participer à la finalisation d'un outil autour de la qualité perçue.

Toute autre tâche en lien avec la thématique pourra être envisagée.

CONDITIONS DE STAGE:

Statut : Stagiaire

Contrat de stage : Convention obligatoire

6 mois

3,60 euros/heure + chèques déjeuner + 50% des frais de transport en commun

Temps complet

Stage à pourvoir début mars 2017.

Communication orale intense en vis-à-vis / par téléphone

Travail sur écran / en open-space

Grande capacité de réactivité / d'adaptation

Posture assise

Basé à Paris 18ème (au siège de Mdm)

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation), avant le 10 février 2017, à l'adresse suivante : magali.bouchon@medecinsdumonde.net

Expériences / Formation du candidat

PROFIL RECHERCHE :

Formation bac + 4 à 5 : Santé publique ou Sciences sociales avec une spécialisation en santé

Très bonnes capacités rédactionnelles

Rigueur méthodologique, capacité d'organisation et d'autonomie dans le travail

Sens de l'initiative et forte motivation

Langues : Français courant (écrit, parlé) obligatoire

Anglais : compréhension écrite nécessaire, expression écrite et orale souhaitée

Engagé, vous adhérez aux valeurs de Mdm et êtes motivé par son modèle associatif

AUCUNE CANDIDATURE NE SERA TRAITÉE PAR TÉLÉPHONE

Médecins du Monde se réserve le droit de clôturer le recrutement avant la date limite de dépôt des candidatures.

Mdm s'engage pour l'insertion des personnes en situation de handicap et lutte contre toutes les discriminations.

Fonctions : Etudes, Recherche

Activités : Santé, Social

Pays : Europe, France

Contrat : Stage

Email de la personne contact : magali.bouchon@medecinsdumonde.net

Date de fin de validité : 11/02/2017



Fondé le 26 août 2013.

O2 BP 5805 Ouaga O2
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

28/01/2017 AU 4/02/2017 Groupe III

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 3

Ave Maria 25 47 98 88
Balkuy 25 37 51 36
Baraka 25 33 02 72
Belle ville 25 40 84 14
Cathédrale 25 31 28 07
Charis 25 47 98 78
Concorde 25 31 29 49
Coura 25 38 83 90
Djimbria 25 35 77 65
Dunia 25 36 20 51
Ecoles 25 31 52 32
Fraternité 25 36 48 00
Galiam 25 35 28 44
Hosanna 25 41 26 48
Jeunesse 25 34 35 04
Kamin 25 34 30 28
Kilwin 25 50 84 62
La Sainte Trinité 25 41 26 46
Mariama 25 30 05 76

Naab Raga 25 30 06 27
Naaba Koom 25 35 70 46
Nagrin 25 46 90 48
Nazani 25 36 65 10
Ninrwa 25 41 80 38
Noom-Wendé 25 50 31 17
Pissy 25 43 13 35
Sacré cœur 25 34 60 60
Saint Julien 25 38 06 10
Saint Lazare 25 36 86 48
Saint Michel 25 45 48 08
Santé-validité 68 91 87 04
Savane 25 31 13 48
Taoko 25 36 69 27
Téranga 25 36 09 70
Wend denda 25 31 09 64
Yennega 25 37 03 37
Zone I 25 48 15 13/53
Zoungrana 25 40 98 75

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

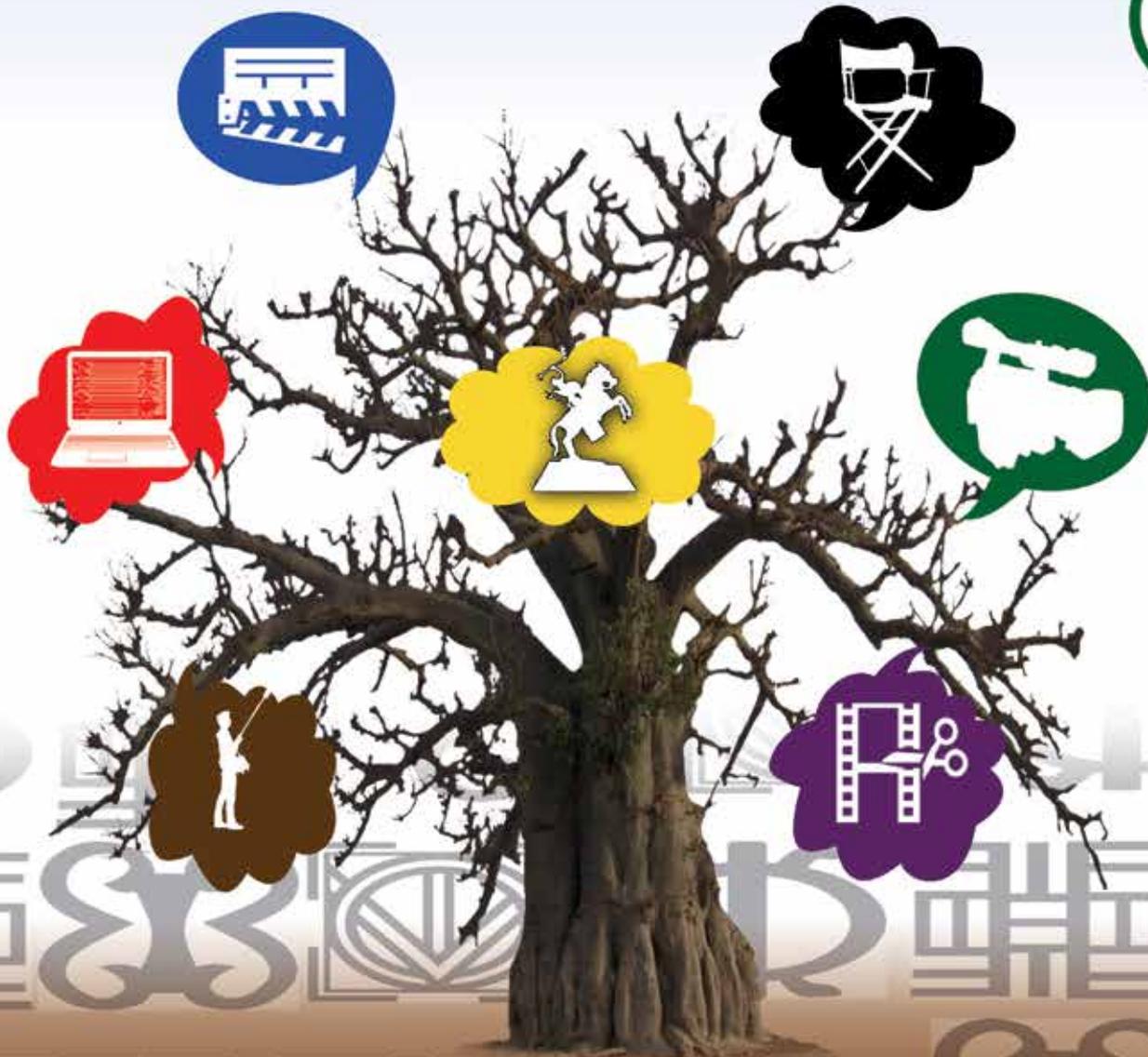
25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

André Coulibaly (1920-2012)